QUOTIDIEN
émergence
BILINGUAL DAILY

1er quotidien privé bilingue au Cameroun
1st bilingual private daily in Cameroon

L'information pour l'action et le développement
Information for action and development

Directeur de la Publication / Publisher: Magnus BIAGA
Prix : 400 FCFA
N°: 1329

Monday/Lundi 22 Octobre 2018 - Edité par Marketing Communication - Siège: Yaoundé, Elig-Essono, entrée Gare voyageur - BP 11845 Yaoundé - Tél. 237 677 69 70 96 - Email: journalemergence@yahoo.com

Menace d'une crise postélectorale

Yaoundé, Douala, Bafoussam hyper militarisées

- *Alors que les résultats de la présidentielle seront donnés ce jour, la marche de protestation de Jean Michel Nintcheu qui devait se tenir hier dans la capitale économique a été cadenassée par les forces de sécurité et de défense.*
- *Les grandes villes du Cameroun sous très haute sécurité ces dernières heures.* P.5

Nord

467 cas de choléra répertoriés

P.3

Opération épervier

Déjà deux procès pour William Sollo au Tcs

Ce second procès s'inscrit dans une longue lignée. Prévu demain, cette autre affaire consolide le nettoyage qui a commencé à la Camwater. P.2

Opération de comptage physique des fonctionnaires

Le ministère des Finances annonce le précontentieux

P.7

NWR

Military kills 23 suspected separatist fighters

P.3

Opération épervier

Déjà deux procès pour William Sollo au Tcs

Ce second procès s'inscrit dans une longue lignée. Prévue demain, cette autre affaire consolide le nettoyage qui a commencé à la Camwater.

Ce 22 Octobre 2018 est un chapitre du Tribunal criminel spécial (Tcs) qui place l'ancien directeur général (Dg) de la Cameroon water utilities corporation (Camwater) au second rang dans une autre affaire d'assainissement des mœurs publiques.

Il s'agit en l'occurrence du dossier immatriculé 046/RG-TCS/2018 dont le grief principal est le détournement de deniers publics (DBP). M. Sollo Jean William, sous mandat de dépôt (Mdp) depuis le 03 Avril 2018, en même temps que son coaccusé Abessolo Eugène Francis, va se défendre aux côtés de Mah Jean Dieudonné.

Déjà, dans le premier dossier immatriculé 042/RG-TCS/2018, dont la première audience a eu lieu le 30 Août dernier, l'ancien directeur général est poursuivi pour blanchiment d'argent. A la clé, un déficit de 125 millions de FCFA est imputé à celui qui a pour coaccusé les nommés Ndzié Ndzié Aloys (un salarié de la Camerounaise des eaux qui s'était fait passé pour un prestataire de service), Nono Kounatse Joseph et Abega Abega Hubert.

Ces deux dossiers, selon les indiscrétions, ne sont que le commencement d'une impressionnante lignée d'affaires, pas moins de cinq dossiers en cours d'examen, contre celui dont le bail à la prison centrale de Kondengui s'est ouvert le 19 mars 2018. En outre, les dossiers transmis au Tribunal criminel spécial (TCS), concernent la période allant de mars 2012 à février 2016, avec un gouffre financier de 50 milliards de fcfa, avec plus de 10 milliards de dettes.

Il est à noter que depuis l'arrestation de Jean William Sollo et de l'ancien ministre de l'eau et de l'énergie (Minee), Basile Atangana Kouna, le processus d'affermage accordé au marocain la Camerounaise des eaux (Cde) est arrivée à son terme en mai de cette même année.

Jean William Sollo, l'ancien Dg de Camwater

Pour rappel, la Camwater (autrefois Snec) a connu trois Directeurs généraux ayant maille à partir avec la justice : Basile Atangana Kouna (actuellement en prison) et Clément Obouh Fegue (en poste depuis 1975, débarqué en 2002 et décédé en 2014).

Hervé Ndombong

Sud/Education de base

L'approche par compétences lancée

Un séminaire s'est tenu, à cet effet, pendant deux jours à Kribi.

La salle des Fêtes de la Communauté Urbaine de Kribi a abrité du 15 au 17 Octobre derniers, le séminaire de lancement des activités d'encadrement et d'animation pédagogiques dans la Région du Sud. Une rencontre conventionnelle qui se tient à toutes les rentrées scolaires et qui permet de lancer effectivement les activités pédagogiques de l'année scolaire en cours. L'objectif principal de ce séminaire était de changer radicalement le programme scolaire. Plus concrètement, il s'agit en fait du passage de l'approche par objectif vers l'approche par compétence. Un changement que Gilbert Belinga, le délégué régional de l'Education de Base explique en ces termes : « il faut signaler que le remplacement de l'approche par objectif par l'approche par compétence était déjà envisagé depuis bientôt cinq ans. Et la nouvelle approche ainsi adoptée comporte de nombreux avantages pour la formation des élèves. Contrairement à la précédente, elle permet essentiellement d'offrir aux élèves une formation intégrale et plus globale. Elle met l'accent sur la supervision, la stratégie, la production et l'exploitation des spécificités liées à ce changement quasi radical ».

Il est important de préciser que le rendez-vous de Kribi a été précédé par une réunion des superviseurs qui a eu lieu à Ebolowa, en Août dernier.

En plus des superviseurs, la rencontre de Kribi était également ouverte aux directeurs des écoles d'application et des écoles publiques. Pour cette phase théorique, les participants ont bénéficié de la présentation sur PowerPoint d'une série de 14 exposés par de grands spécialistes de la Pédagogie de la délégation régionale de l'Education de Base du Sud qui portaient entre autres sur : la présentation de nouveaux curricula et des anciens programmes de l'Enseignement Maternel et Primaire Francophone, la gestion du temps dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux curricula, les principes d'élaboration des répartitions mensuelles dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux curricula de l'Enseignement Maternel et Primaire, l'élaboration des compétences, des situations d'intégration et des remédiations ou la présentation des modules de formation des animateurs des centres préscolaires communautaires. Mais combien de temps faudra-t-il pour une bonne imprégnation de ce programme par les enseignants et surtout son adoption par les élèves ? Une question qui ne semble pas être une préoccupation majeure pour les enseignants du Sud dont l'une rassure : « Il n'y a pas de soucis à se faire. L'imprégnation de l'approche par compétence pour les enseignants et son adoption pour les élèves se feront doucement et automatiquement. D'ici la fin de l'année, je crois qu'on ressentira déjà les effets d'une adhésion globale de tous à cette nouvelle donne ».

Jean Ismaël BEKILE

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue Emergence, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

Cameroon's defence forces kill 23 suspected Ambazonian defence fighters and their weapons seized in the North West region

It was a black Friday morning for the separatist fighters in the North West region as the Cameroonian defence forces reportedly kill 23 of the fighters following confrontation between both sides.

The confrontations took place in two different localities across the region. In Ndop, Ngo-Ketunjia division of the, seventeen separatists were killed, twoo thers captured and weapons seized.

Reports say the Head of Communication unit at the Ministry of Defence said in an interview that, the separatists opened fire when security forces asked them to surrender and so the military had no choice than to retaliate. He added that those who surrendered were captured and are being interrogated.

Away from Ndop, five of the separatist fighters were killed in the outskirts of Moudoum, a locality situated 35km away from Bafut in Mezam Division, North West Region.

This is one of the highest numbers of Ambazonian Defence forces killed by the government forces in the North West region. We vividly remember the killing of over 40 of the separatist fighters last May 25, 2018 at a hotel in Menka- Pinyin after a tipoff that they were terrorising the population, raping girls and stealing domestic animals.

By Amos Muang

Seized weapons.

Nord

467 cas de choléra répertoriés

Le patron de la Région a mis en garde toute personne qui sera surprise en train de déféquer à l'air libre dans la ville de Garoua.

Le comité régional de Lutte contre le choléra du Nord s'est réuni le 18 Octobre 2018 à l'effet de faire le point sur la situation épidémiologique de la région ainsi que les actions jusque-là menées sur le terrain pour enrayer la maladie.

Selon un rapport parvenu au Gouverneur de la Région du Nord, Jean Abate Edi'i des milliers de concessions dans la ville de Garoua ne disposent pas des latrines. Du coup, les populations préfèrent déféquer à l'air libre dans la ville de Garoua et dans la région du Nord en particulier. «C'est une honte de dire que le Nord est atteint du Choléra», a dit le gouverneur ce 18 Octobre 2018 à tous les sectorielles conviées à sa salle de réunion.

Pour le gouverneur, chacun doit s'impliquer dans cette campagne de sensibilisation sur l'utilisation des toilettes dans une région où les habitudes et la culture poussent les gens à déféquer à l'air libre ou encore sur les cours d'eau. Jean Abate Edi'i a instruit les Maires, les chefs d'établissements et le délégué du gouvernement à construire davantage de toilettes. Le patron de la Région a mis en garde toute personne qui sera surprise en train de déféquer à l'air libre dans la ville de Garoua. «Toute personne qu'on trouvera en train de descendre son pantalon pour déféquer à l'air libre, sera interpellée avec son pantalon descendu», a averti le Gouverneur. Selon les révélations faites par le délégué régional de la Santé publique du Nord, Dr Arabo Saïdou, à la date du 18 Octobre 2018, l'on dénombrait 467 cas de choléra au total dans toute la région du Nord dont 33 décès et 4 patients encore hospitalisés dans les différentes formations sanitaires de la place. 15 districts de santé la région du Nord sont atteints par l'épidémie.

Photo de famille

Il importe de relever que plusieurs actions sont menées sur le terrain depuis l'apparition de l'épidémie par les pouvoirs publics avec l'appui des organismes partenaires à l'instar de l'OMS, de l'Unicef, de Plan Cameroun, entre autres.

Félix Swaboka

Présidentielle 2018

Aujourd'hui la proclamation des résultats

La messe est dite depuis que la commission nationale de recensement général des votes a rendu sa copie.

Le président du Conseil Constitutionnel, Clément Atangana et les 10 autres membres sont réunis ce 22 Octobre 2018 dès 11 heures afin de proclamer officiellement les résultats de l'élection présidentielle du 07 Octobre dernier. Les chiffres donnent en effet Paul Biya vainqueur 2,521 758 millions de voies. Soit 71,28%, deuxième Maurice Kamto 503 366 électeurs (14,23%), suivi de Cabral Libii avec 221 995 électeurs (6,28%), Joshua Osih qui a engrangé 118,704 électeurs (3,35%), cinquième Garga Haman Adji 55 307 voix (1,55%), Ndifor Afanwi Frankline avec 23 683 voix (0,67%), Serge Espoir Matomba 19 699 voix (056%) et Akere Muna 12 259% (0,35%).

Après une longue bataille relative au contentieux électoral, l'épilogue a eu lieu dans la nuit du 19 au 20 octobre. Les quatre partis politiques ayant déposé 18 recours auront eu le mérite de donner de la visibilité au Conseil Constitutionnel.

L'on retient de cette bataille juridico-politique que les requêtes en annulation totale ou partielle de l'élection présidentielle, se seront soldées par des échecs face à un Conseil Constitutionnel qui n'a pas échappé à la critique au regard de la qualité de ses membres.

Il faut ajouter à cela que le contentieux post-électoral a été l'occasion pour la classe politique camerounaise, de revisiter les différents aspects de la vie nationale, allant de la critique du modèle démocratique camerounais (surtout le Code électoral actuel) aux enjeux sécuritaires (Boko Haram, crise dans les régions majoritairement d'expression anglaise) en passant sur la résilience économique du pays de Paul Biya.

Par ailleurs, il faut indiquer que les choses se sont salées dès le 08 octobre avec la revendication de la victoire par Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et surtout l'affaire des faux observateurs de l'organisation non-gouvernementale Transperency International (TI). En tout cas, de fil en aiguille, l'arrestation d'Okala Ebode, le Trésorier adjoint du parti, les interdictions de conférences de presse auront sans aucun doute contribué à mobiliser le landerneau politique puisqu'en face du Mrc, le parti au pouvoir (le rassemblement démocratique du peuple camerounais) et ses alliés (G20, associations, etc.) sont montés au créneau, dénonçant des manœuvres inacceptables qui mettent en péril le vivre-ensemble.

Les membres du conseil Constitutionnel

Hervé Ndombong

Contentieux électoraux

Maurice Kamto marque les esprits

Le candidat du Mrca multiplié son nombre d'adeptes lors de sa sortie devant la cour constitutionnelle le mercredi 17 octobre dernier.

Maurice Kamto sort de ce contentieux électoral comme un héros. Aussi vrai que plusieurs personnes dans la capitale régionale de l'Ouest et ses environs ont salué la bravoure de ses avocats qui ont brillamment démontré les failles dans cette élection, le candidat du Mrc a retenu l'attention de plusieurs personnes et plus particulièrement des jeunes. Il a suffi d'être curieux sur le chemin des collèges et lycées pour entendre les commentaires autour de Maurice Kamto. Pour les commerçants ambulants et mototaxis, sa sortie devant la cour constitutionnelle a marqué les esprits. « Quand je l'ai écouté dans son speech parler de la jeunesse, j'ai écrasé une larme. Que dire de l'état de misère dans lequel les populations vivent», note un jeune commerçant ambulant. Ils sont nombreux ces transporteurs qui disent avoir trouvé leur défenseur. Et pour les femmes des ménage, elles étaient nombreuses accrochées devant le petit écran. « Les hommes politiques avec les bouts de pagne nous prennent généralement pour des bêtes, mais à travers cet homme, nous avons vu celui qui peut assurer l'avenir de nos enfants demain. Pour la plupart des femmes aujourd'hui, nous ne rêvons plus.

On aurait attendu au cours de cette élection que le président au pouvoir lui-même nous fasse des promesses au lieu de ces envoyés arrogants, égocentriques et dont nous constatons au quotidien la manipulation », note une dame qui dit désormais s'intéresser à la chose politique. Il faut noter que ce contentieux électoral a ouvert les yeux de nombreux camerounais qui disent désormais participer à la quête pour le changement. Aussi, le nom de Me Ndoki est resté dans la mémoire de plusieurs jeunes filles à l'Ouest qui font d'elle leur repère.

Maurice Kamto et ses avocats

Jérôme Serge Todjom

Crise postélectorale

Le gouvernement face à la fronde des opposants

Les grandes villes du Cameroun sont sous haute sécurité.

Paul Biya a gagné la présidentielle, cela ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Le contentieux postélectoral qui s'est achevé prouve que le Cameroun va renouer avec un nouveau septennat du président de la République. C'est ce qui sera annoncé ce jour par le conseil constitutionnel. Cependant, il y a comme un air de tension dans l'air, une certaine opposition est décidée à jouer les trouble-fêtes. Depuis la fin du contentieux postélectoral avec l'issue que l'on connaît, des réactions se sont enchaînées. Si Maurice Kamto, candidat du Mrc, s'est éclipsé de la salle d'audience jeudi dernier, tout de suite après le prononcé du verdict qui le concernait, son directeur de campagne, Paul Eric Kingue, s'est fendu en une déclaration qui laisse présager quelques soubresauts. Tout en rejetant la décision du conseil constitutionnel, il a annoncé des actions à venir : « Nous rejetons en bloc la décision que Monsieur Clément Atangana et ses amis ont prise. Que les Camerounais sachent que les choses vont commencer maintenant parce que nous sommes dans un Etat de droit. Nous allons vous dire qu'est-ce qui va se passer, on va prendre le temps de nous retrouver dans notre quartier général, de discuter et de programmer quelque chose. Pour ce qui me concerne et pour ce qui concerne Maurice Kamto, nous rejetons en bloc tout ce qui vient d'être fait et nous rejetterons en même temps les résultats qui vont sortir de ce Conseil constitutionnel, qui, je dis, reste une excroissance du Rdpc », a déclaré Paul EricKingue avec cette véhémence qui lui est coutumière. Déjà, deux jours avant le vote du 7 octobre, il avait appelé les sympathisants et militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) à protéger même « physiquement » leurs votes. Il ne fallait pas, faisait-il valoir, que la victoire de leur challenger puisse être volée.

Dans le sillage de Paul Eric Kingue, Edith Kah Walla, la présidente du Cpp, a twitté un message plus qu'inquiétant samedi dernier : « il faut que les leaders politiques et la société civile appellent, préparent et encadrent les protestations non violentes… Il faut manifester à Yaoundé où le régime se trouve », a-t-elle écrit. Ce qui rentre en droite ligne avec la marche de Jean Michel Nintcheu, programmée à Douala et censée mener à la « libération du Cameroun ». Parmi les opposants, Joshua Osih, dans une sortie sur les réseaux sociaux, a découragé ceux qui veulent marcher. « La désobéissance civile doit servir à introduire et promouvoir la démocratie et non l'agenda d'un candidat parce que lorsque les résultats d'une élection sont considérés comme faussés, ils le sont pour tous les candidats ».

Les grandes villes du Cameroun sous très haute sécurité ces dernières heures.

L'Etat serre la vis

L'Etat pour sa part, n'attend pas que l'irréparable se produise. Depuis jeudi soir, la sécurité est accrue. A Yaoundé, les forces de sécurité sont présentes presque partout, les contrôles assidus ont lieu. A Douala hier, en prélude au mouvement annoncé par Jean Michel Nintcheu qui avait même déjà fait floquer des t-shirts, des équipes de soldats armés ont pris position dans les artères. Elles ont investi et quadrillé le lieu de la marche. Le gouverneur du Littoral et le sous-préfet de Douala IIIème ont pris des actes interdisant cette marche, pour menaces graves de troubles à l'ordre public. KahWalla a été cantonnée chez elle par les forces de l'ordre pour l'empêcher de sortir. La résidence de Jean Michel Nintcheu a été placée sous haute surveillance. Dans la journée d'hier, le réseau social Facebook a été coupé. Le débit d'internet a été restreint. Dans certains quartiers de la ville de Douala, il était impossible de commenter les publications et posts. Des arrestations ont même eu lieu. L'on a appris l'appréhension du coordonnateur du mouvement « Tout sauf Biya » qui a été retenu à la Drpj de Douala.

A Bafoussam, dans les grands carrefours, les dispositifs sécuritaires ont été installés. Des mesures dissuasives, pour prévenir toute agitation. Des patrouilles, avec des véhicules équipés de canon à eau, vont jusque dans les départements.

Kami Jefferson

The measure as thought by many is to counter any threat during and after the proclamation of the October 7 presidential election

Whether at the Central Post, Prime Minister's junction or the governor's round about, Carrefour Obili, all is clear from the look of things that no nonsense act is to be tolerated within this period. The anti-riot vehicles of the National Gendarmerie and Police are stationed in these areas while some of the paramilitary officers loiter around ensuring no incident occurs.

This is the second time in the history of elections in this country that Yaounde is highly militarized. The first time Cameroonians witnessed this type of situation during an election period was in 1992 presidential election, a time multiparty politics was just introduced.

It is believed that the militarization of Yaounde and even Douala is due to the fact that some leaders of political parties that took part in the October 7 presidential election have been calling on Cameroonians to come out for public demonstration against election irregularities and especially if the results are not in their favour. The messages calling on the public to come out and protest in the streets has been circulating on social media and tracts be a ring this call moving from hand to hand or message from mouth to mouth.

As a way to curb this there fore, the government decided to take preemptive measure not to be surprised. "Cameroonis already passing through a lot of crises; Anglophone, bokoharam and refugee crises and if post electoral crisis sets in again, it will put the country on its knees and the Cameroon might lose the hosting of the 2019 AFCON. So it's good to avoid this immediately", Alain Mve, a politician said.

Some other people we talked to in Yaounde say the government is intimidating people for no good reason just as it has always been doing. To them, Cameroonians are no longer frightened through simple intimidation by security forces.

By Amos Muang Nsah

Pêche

Le Nigéria siphonne entre 70 et 80% du poisson pêché sur le fleuve Bénoué

Le produit de la pêche sur le fleuve Bénoué, qui abrite le barrage de Lagdo, dans la région du Nord du Cameroun, est visiblement très prisé par les consommateurs nigérians.

« J'observe que le Nigéria voisin absorbe plus de 70 à 80 % de la production locale du poisson produit dans la Bénoué.», soutient un responsable en service à la délégation régionale du ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia) pour le Nord.

En effet, apprend-on de sources locales, en plus de la production des pêcheurs nigérians qui se livrent à une intense activité de pêche sur le fleuve Bénoué, une bonne partie de la production des pêcheurs camerounais est exportée vers le Nigéria, où la demande est forte et les prix plus rémunérateurs. «Il faut que les pouvoirs publics s'assurent que le marché local est suffisamment bien approvisionné, avant d'accepter que le reste de la production soit importé.», suggère le responsable du Minepiasus-mentionné.

Au demeurant, l'exportation des produits de la pêche dans les eaux camerounaises vers les pays voisins ne s'observe pas seulement dans la région du Nord. Officiellement, la majeure partie des produits halieutiques capturés dans les régions du Littoral et du Sud-Ouest du pays se retrouvent généralement sur le marché nigérian.

Il en est de même du poisson pêché dans la retenue du barrage de Lom Pangar construit dans la région de l'Est du Cameroun, infrastructure autour de laquelle s'affairent de nos jours plus de 5000 pêcheurs, dont plus de 80% d'étrangers alimentant des circuits d'approvisionnement dans leurs pays respectifs.

Du poisson pêché sur le fleuve Bénoué

Dans le même temps, la consommation du poisson au Cameroun continue d'être largement dominée par les importations, pour lesquelles des opérateurs économiques locaux expatrient plus de 100 milliards de francs Cfa chaque année, selon les estimations officielles.

Oscar Oanana

Permis offshore Etinde

Le puits d'évaluation IE-4 révèle la présence de pétrole et de gaz

New Age, qui exploite le permis d'Etinde au large du Cameroun, a annoncé que le forage de son puits d'évaluation IE-4 pour déterminer l'étendue du champ a été un succès.

Les travaux ont commencé le 31 août et devraient durer 90 jours. Le forage a permis d'entrer en contact avec un intervalle d'hydrocarbures de 12 mètres qui a été testé à un débit de 17,1 millions de pieds cubes standard de gaz par jour et de 8 780 barils de pétrole par jour à partir d'un étrangleur de 56/64 pouces.

Il s'agit d'une analyse préliminaire des données recueillies sur le site. Les études post-puits devraient être terminées d'ici la fin du premier trimestre de l'année 2019, indique New Age.

Le forage du puits d'évaluation IE-4 a été effectué à la suite de la défaillance du puits IM-6, le 17 août.

Le permis Etinde couvre une superficie de 2 316 km². Il est exploité par New Age à 37,5%, aux côtés de ses partenaires, Lukoil 37,5% et Bowleven 25%. New Age possède 15 concessions pétrolières et gazières au Congo-Brazzaville, au Cameroun, au Nigeria, en Ethiopie, au Maroc, au Maroc, en Afrique du Sud et au Kurdistan, avec des réserves 2P d'environ 350 millions de barils équivalent pétrole.

Si les résultats sont satisfaisants, le gaz Etinde sera utilisé par New Age et ses partenaires pour installer une petite unité flottante de liquéfaction dans les années 2020.

O.O

Le puits d'évaluation IE-4 révèle la présence de pétrole et de gaz

Opération de comptage physique des fonctionnaires

Le ministère des Finances annonce le précontentieux

Suite à l'opération de comptage physique du personnel de l'Etat du Cameroun (Coppe) initiée entre avril et juin 2018, Louis Paul Motaze (photo), le ministre des Finances, annonce qu'en prélude à la phase du contentieux du Coppe, la phase du pré-contentieux débutera le 26 octobre 2018 pour s'achever le 4 janvier 2019.

« Cette importante étape du Coppe 2018, vise à clarifier la situation des agents publics non recensés, ainsi que ceux dont le recensement a été invalidé à l'issue de l'exploitation des différentes données collectées. », explique M. Motaze qui ajoute : « A ce titre, le paiement des salaires des mois d'octobre, de novembre et de décembre 2018 desdits agents, se fera exclusivement par bon de caisse dans toutes les perceptions de la ville de Yaoundé contre présentation d'un quitus.»

Afin de faciliter l'obtention du quitus, plusieurs postes de contrôle et d'orientation seront installés au sein du ministère des Finances (Bâtiment A). Ils seront fonctionnels tous les jours ouvrables de 7h 30 à 15h 30 au cours des trois périodes sus évoquées. Tous les agents concernés se présenteront munis des pièces suivantes : une demie photo 4X4, une photocopie de la carte nationale d'identité, une photocopie de l'acte de recrutement, une attestation de présence effective signée après le 18 octobre 2018, une photocopie de l'acte de nomination (si l'agent occupe un poste de responsabilité).

Par ailleurs, il faudra fournir les documents originaux justifiant le non recensement de l'agent pendant la période du comptage physique (pour les agents non recensés), les documents complémentaires exigés par le contrôleur pour les agents publics dont le recensement a été invalidé.

Au terme de l'opération de comptage physique des agents de l'Etat camerounais au mois de juin dernier, 44 000 fonctionnaires présumés fictifs ont été démasqués, sur les 310 786 agents émargeant officiellement à la Fonction publique.

Louis Paul Motaze

Ce dénombrement a «pour but d'identifier et d'expurger du fichier solde de l'Etat, tous les agents publics y émargeant irrégulièrement, du fait d'une absence non justifiée, d'une démission ou d'un décès non déclaré», selon les explications du ministre des Finances.

Oscar Onana

Marché financier

Le Cameroun dans le top 20 africain

Le classement a été réalisé par le groupe bancaire sud-africain Absa Group et le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF).

Le classement 2018 du marché financier africain a été rendu public il y a quelques jours. L'«AbsaAfrica Financial Markets Index 2018» est le nom que porte le rapport élaboré par le groupe bancaire sud-africain Absa Group et le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF).

Dans ce classement, l'Afrique du Sud reste en pole position. Les critères de sélection ont été basés sur six éléments. Notamment la profondeur du marché ; l'accès aux devises ; le contexte fiscal et réglementaire et la transparence du marché ; la capacité des investisseurs locaux ; l'opportunité macroéconomique ; et la force exécutoire des contrats financiers, des positions relatives aux garanties et des cadres d'insolvabilité. Mais il convient de noter que l'édition de cette année a étendu la couverture à trois autres pays à l'instar de l'Angola, du Sénégal et bien sûr du Cameroun qui occupe la 17e place avec 41 points sur un total de 100. Cette édition a accordé une attention particulière aux politiques visant à améliorer la croissance du marché, y compris l'intégration financière et l'éducation des investisseurs, nous informe le document.

L'«AbsaAfrica Financial Markets Index 2018» confie à cet effet que les pays progressent avec des politiques qui soutiennent le développement des marchés financiers sur tout le continent. Le cas de la stratégie « Twinpeaks » de l'Afrique du Sud pour l'amélioration de la réglementation financière et la stratégie de développement du secteur financier du Mozambique. Tous deux s'inscrivent dans les cadres mis en place au cours de l'année écoulée. Des initiatives ont en effet stimulé les performances du classement dans son ensemble. Quoique le point qui exige le plus d'amélioration sur tout le continent reste la « capacité des investisseurs locaux », fait savoir le rapport. Exception faite des cinq premières économies.

Le classement montre également que l'amélioration des infrastructures de marché et des cadres réglementaires pourrait stimuler les performances des pays au milieu du classement au cours des prochaines années. L'Afrique du Sud occupe ainsi la première place avec un score de 93 points sur 100 sur le marché financier. Le Botswana, le Kenya, l'Ile Maurice et le Nigeria occupent respectivement la 2e ; 3e, 4e et 5e place du classement.

Michèle Ebongue

Contentieux post-électoral

Le mental des camerounais à rude épreuve

Parmi les facteurs qui influencent justement l'équilibre mental des hommes, figurent en pole position les considérations politiques.

Le contentieux post-électoral charriait déjà de nombreuses inquiétudes bien avant qu'il ne soit vidé le 20 Octobre 2018. Parvenu à son terme, ces inquiétudes se sont accentuées. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les débats radiophoniques et les échanges via les différentes plateformes de communication qui contribuent à relever le niveau de pression. Mieux, le dispositif sécuritaire actuel dans la capitale politique du Cameroun, Yaoundé, offre une autre facette des plus inquiétantes.

Or, le Cameroun, comme le reste de la planète, a célébré le 10 octobre la journée mondiale de la santé mentale sur le thème « les jeunes et la santé mentale dans un monde en mutation.... ». Et on se rappelle alors que dans une récente sortie, Justine Laure Menguene Mvena, la psychiatre à l'hôpital Jamot de Yaoundé, a expliqué que les faits politiques ont une incidence majeure sur le comportement des individus. Justement, et après le contentieux post-électoral qui vient d'être vidé, ce thème reste d'actualité au regard du climat sociopolitique.

Aussi, pour celle qui officie comme sous-directeur de la santé mentale au Ministère de la santé (Minsanté), il s'agit pour chacun des citoyens de mettre en avant « l'amour car un peu d'amour, c'est bon pour la santé mentale de tous et ça fait du bien à notre société en manque».

Selon l'organisation mondiale de la Santé (OMS), près de 800 000 personnes sont affectées par la dépression qui se caractérise par une grande tristesse, un sentiment de désespoir ou une perte de motivation, l'une des formes du mal-être des individus.

A ce propos, les derniers constats font état de ce que les personnes âgées sont les plus concernées car, de plus en plus, elles présentent des maladies mentales (démence) qui se manifestent par des propos incohérents, les troubles de mémoire, un changement de la personnalité, etc.

Onze jours après la célébration de la journée mondiale

A titre de rappel, le Cameroun, traverse un contexte social marqué par des défis sécuritaires, liées au travail, ou l'exercice de certaines libertés individuelles : toute chose qui contribue à mettre les Camerounais sous « tension », eux qui peinent déjà à répondre aux préoccupations quotidiennes.

Hervé Ndombong

État de la population mondiale 2018

Le planning familial renforce le développement social et économique

C'est l'essentiel du nouveau rapport du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa).

L'Unfpa continue de militer « pour le plein exercice des droits reproductifs pour chaque personne et chaque couple, quels que soient l'endroit où ils vivent, leur situation ou leurs revenus ». Pour le Dr le Dr Natalia Kanem, « cela consiste notamment à éliminer tous les obstacles, qu'ils soient économiques, sociaux ou institutionnels, qui les empêchent de prendre des décisions libres et éclairées».

Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (Unfpa), «actuellement, la tendance mondiale est aux petites familles ». Il s'agit ici de la traduction de la liberté de la population en matière de procréation, car les individus ont la possibilité de décider du nombre d'enfants qu'ils désirent quand ils le souhaitent.

Or, « l'absence de choix influe parfois sur le taux de fécondité, qui peut ainsi être supérieur ou inférieur aux aspirations de la majorité de la population », selon l'État de la population mondiale 2018, publié par l'UNFPA le 17 Octobre dernier.

Société et économie

Le document de trois pages précise que « la composition d'une famille est intimement liée aux droits en matière de procréation, qui dépendent eux-mêmes de nombreux autres droits, notammentla santé, l'éducation et l'emploi » avec en toile de fond la jouissance des droits individuels qui favorise l'épanouissement de chacun.

En revanche, lorsque ces droits sont réprimés, les populations peinent à s'épanouir pleinement, ce qui entrave les progrès économiques et sociaux, selon le nouveau rapport intitulé « Le pouvoir du choix : les droits reproductifs et la transition démographique».

D'après la Directrice exécutive de l'UNFPA, dans l'avant-propos du rapport, «la liberté de choix peut changer le monde ». Mieux «cela peut améliorer rapidement le bien-être des femmes et des filles, transformer les familles et accélérer le développement mondial».

La famille face au défi de la régulation des naissances

Cependant, «le rapport déplore qu'aucun pays ne puisse prétendre garantir totalement les droits de l'ensemble de ses citoyens en matière de procréation ». Et pour cause, l'accès limités ou la méconnaissance des différents contraceptifs constituent des obstacles à la réalisation des couples ou des personnes vivant seules. En 2015 au Cameroun, 80,4% des familles n'avaient pas recours à la régulation des naissances.

H. N.

Accident ferroviaire d'Eséka

Le sourire des orphelins

Des dons en bons d'achat leur ont été offerts.

Vendredi dernier, une cérémonie a eu lieu dans les locaux de la Camrail à Yaoundé. Ladite cérémonie commémorait l'an deux de l'accident ferroviaire d'Eséka du 21 octobre 2016. Elle a donc regroupés 88 orphelins de la catastrophe. Il était ainsi question de leur remettre un don symbolique, constitué de bons d'achat qui, selon la direction de Camrail, *« représente l'accompagnement scolaire en faveur des orphelins qui résident sur l'ensemble du territoire national ».*

L'évènement a également été marqué par des séquences de prière, pour confier l'âme des disparus au Très-Haut et lui demander de ne pas abandonner les familles encore éplorées. *« Les souvenirs restent vivaces. Perdre un père, un enfant, un frère ou une mère est une blessure de vie qu'aucun discours de consolation ne saurait soulager. Le manque, le silence, le sentiment d'injustice, la colère et le souvenir des stigmates accompagneront la mémoire des victimes »*, souligne la direction.

Il faut ajouter que dans le cadre de cette commémoration, des prières sont organisées dans les églises, paroisses, temples et mosquées des villes de Douala, Yaoundé, Belabo, Ngaoundéré et Eséka.

Concernant la catastrophe, nous avons appris que 87% des dossiers relatifs aux personnes décédées sont homologués et soldés, tandis que le processus d'homologation de règlement et de finalisation se poursuit pour les dossiers restants. En outre, au sujet des blessés, 89% des réclamations ont définitivement été réglées.

Pendant la cérémonie

Cet accident de train avait officiellement fait 79 morts et 600 blessés.

Kami Jefferson

Bamenda

Polémique autour de l'attaque d'une école publique

La polémique monte autour d'une attaque qui a visé vendredi 19 octobre une école publique de Bamenda, la capitale de la région du Nord-Ouest en proie à un conflit armé, qui oppose les forces de l'ordre aux indépendantistes ambazoniens.

Plusieurs sources assurent que ces rebelles ont enlevé plusieurs élèves avant de se replier. Une information démentie formellement par les autorités.Des journalistes et des habitants du 3e arrondissement de Bamenda sont catégoriques : l'attaque qui a visé l'école publique GovernmentBilingual High School, GBHS Atiela, a eu lieu en pleine matinée de vendredi.

Un groupe d'hommes lourdement armés a profité d'un paysage broussailleux pour s'introduire dans l'école. Ils sont alors entrés dans une classe, avant de se replier tranquillement en amenant de force six élèves, dont une jeune fille qui est parvenue à leur échapper par la suite.

Les mêmes sources assurent que les forces de l'ordre ne sont intervenues qu'après l'incident. Cette version est démentie avec vigueur par les autorités camerounaises.

Le gouverneur de la région du Nord-Ouest a été le premier à réagir. Puis le responsable de la communication du ministère camerounais de la Défense est monté au créneau. Le colonel Didier Badjeck assure que les autorités militaires sur place sont tout aussi catégoriques : *« Un tel incident n'a jamais eu lieu à cet endroit»*, a-t-il insisté, tout en reconnaissant qu'il y a eu plus loin dans la campagne deux petites attaques attribuées aux indépendantistes ambazoniens, que le pouvoir qualifie de *« terroristes ».*

L'officier camerounais cite l'exemple de deux fillettes enlevées dans le village natal de John FruNdi, l'ancien président du parti anglophone d'opposition SDF, vendredi, et il annonce une prochaine offensive militaire en vue de les récupérer des mains de leurs ravisseurs.

Une vue de la ville

K.J avec Rfi

Quotidien émergence

1er Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours

- Une information de qualité
- Un reseau d'abonnés
- Des analyses percutantes
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie morderne

Lisez et faites Lire

Assemblée Générale de Coton Sport

Le flou persiste sur le poste de Pca

Un an après la démission d'Oumarou Hamaselbe, l'Assemblée générale ordinaire de Coton Sport, du 20 Octobre a ignoré cette question.

Pendant la cérémonie

Alors que la date de démarrage du championnat MTN Elite One pour le compte de la saison sportive 2018-2019 pointe à l'horizon, Coton sport de Garoua navigue, depuis près d'un an sans président du conseil d'administration. Alors que les uns et les autres s'attendaient à ce que la question, soit abordée au cours de l'Assemblée Générale du 20 Octobre 2018, elle a été éludée au cours des travaux. Conséquence, Coton Sport n'a toujours pas de PCA et la situation est loin de pouvoir changer dans les prochaines heures. Pour l'heure, c'est le président de la MAS, la Mutuelle des Agents de la Sodecoton Lucien FOTSO, qui signe au nom du PCA.

En rappel, c'est le 17 Novembre 2017 au que l'ex-PCA de coton Sport Oumarou Hamaselbe a annoncé sa démission.

En effet, la dernière Assemblée générale ordinaire de Coton Sport de Garoua organisée le 17 août 2017 avait consacré la mutuelle des agents de la Sodecoton comme unique actionnaire du club. Cependant, les organes créés par ce changement du top management présentaient une sorte de bicéphalisme à la tête du club. En plus du conseil d'administration composé de 12 membres qui fixe les orientations et valide les budgets, un bureau exécutif a été mis en place pour représenter le club dans tous les actes de la vie civile. C'est cet organe qui organise la gestion administrative, financière et sportive du club au quotidien. Le poste de PCA devientde ce fait honorifique.

Félix Swaboka

Coton Sport de Garoua

Le président Sadou Fernand et le coach Bertin Ebwelle à couteaux tirés

Le Président de Coton Sport, Sadou Fernand a profité de l'Assemblée générale ordinaire du Club, pour attribuer l'élimination de coton Sport en coupe du Cameroun au Coach Bertin Ebwelle et ses joueurs.

Ce n'est plus un secret pour personne, le champion du Cameroun en titre Coton Sport de Garoua, a été éliminé de la Coupe nationale de football à Bertoua, après avoir été battu 2 à 1 par Eding FC de la Lekié, lors des quarts de finale disputés il y a deux mois. Après l'élimination du Club de la rive gauche de la Bénoué, le Président de Coton Sport, Sadou Fernand a profité de l'Assemblée générale ordinaire du Club, pour attribuer l'élimination de coton Sport en coupe du Cameroun au Coach Bertin Ebwelle et ses joueurs. En effet, dans son discours de présentation de la situation du club lors de l'assemblée générale de Coton Sport ce samedi 20 octobre 2018 à Garoua, il a désigné devant les membres de assemblée générale, les responsables de l'élimination du club en coupe du Cameroun selon lui. « Notre élimination est dû àun manque de concentration des joueurs et aux choix tactiques de l'encadrement du club ». Une déclaration surprenante qui a mis le Coach Bertin Ebwelle et son staff et ses coéquipiers en colère selon notre source. Au sein des supporters de coton Sport, l'on est surpris d'une telle déclaration de président Sadou Fernand.

F. S.

Centrafrique

Plusieurs centaines de réfugiés centrafricains quittent le Congo-Brazzaville

Plusieurs centaines de réfugiés centrafricains ont quitté, vendredi 19 octobre, l'extrême nord du Congo, où ils sont arrivés entre 2015 et 2016, pour rentrer volontairement dans leur pays. Car ils estiment désormais que la sécurité et la paix y sont revenues.

Leur retour a été facilité par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNCHR). Nombreux, cependant, sont ceux qui restent dubitatifs à l'idée de retourner en RCA.

Sous une pluie battante, une sirène et les cris des populations locales annoncent et saluent le départ d'environ 320 réfugiés centrafricains de Bétou au Congo pour la commune de Moungoumba de l'autre côté de la frontière. Ils sont embarqués dans un convoi de six véhicules recouverts des bâches du HCR. Chacun rentre volontairement pour des raisons qui lui sont propres.

« Je suis très contente de rentrer »

« Je vais repartir dans mon pays parce que la guerre est terminée. Je vais répartir là-bas pour que je continue mes études », clame une jeune réfugiée. « Je suis très contente de rentrer en Centrafrique parce que là-bas je vais cultiver mon champ », lance de son côté une mère de famille.

Ils étaient au départ 32 000 réfugiés qui ont gagné le Congo entre 2015 et 2016, fuyant des affrontements interethniques. Sur les 3 000 qui ont sollicité un retour volontaire, 2 288 ont été rapatriés à ce jour. La plupart restent hésitants, estimant que la paix et la sécurité en RCA ne sont qu'un slogan.

Une « prestation financière»

Des dispositions sont pourtant prises pour ceux regagnent le pays. Jean-Cyriaque Grahouan, officier de protection du HCR à Bangui, l'assure : « Nous accueillons les réfugiés en provenance du Congo-Brazzaville ; il y a une assistance à la réintégration qui est programmée pour eux. Cette assistance consiste en une prestation financière ».

Plusieurs centaines de réfugiés centrafricains quittent le Congo-Brazzaville

Ce rapatriement est le septième du genre depuis mars 2018. D'autres opérations seront programmées dans les mois à venir.

Source Rfi Afrique

Gabon

L'opposition en campagne pour le deuxième tour des législatives

Au Gabon, le deuxième tour des élections législatives aura lieu dans une semaine.

Le Parti démocratique gabonais (PDG), au pouvoir, a déjà obtenu la majorité absolue dès le premier tour alors que l'opposition n'a obtenu que quatre députés. Cette dernière se bat, comme elle peut, pour avoir au moins une dizaine de députés dans l'Assemblée nationale qui compte 143 députés. RFI a suivi la campagne, porte à porte, de l'opposant Alexandre Barro Chambrier, l'un des principaux opposants gabonais restés en course.

Coucher du soleil au quartier AkébéNdjougou, dans le 4e arrondissement : Alexandre Barro Chambrier, ancien cadre de la Banque mondiale et ancien ministre du Pétrole devenu l'une des grandes figures de l'opposition, arpente, en t-shirt à son effigie, les petits couloirs de ce vaste bidonville.

« Proximité, proximité »

Son staff de campagne est excité: « Nous sommes dans le corps à corps. Proximité, proximité. Celui qui veut faire son ouïe fait son bruit ». Député sortant, le président du Rassemblement héritage et modernité (RHM) est quasiment dans un territoire conquis, à en croire les populations.

« Il a fait des grandes choses dans ce quartier, comme nous mettre des bancs publics, les pavés… », dit cette femme. « Il n'a jamais fait quelque chose pour un individu mais pour les individus », dit cet homme. « Chambrier a donné tout de sa vie dans le quatrième arrondissement. Pour la reconnaissance patriotique, il ne faut pas qu'on le batte », dit un autre électeur.

Une vue de la ville

Campagne méticuleuse

En face, l'opposant affronte un candidat du parti au pouvoir. Sa campagne est méticuleuse. « Vous voyez comment je suis reçu, à bras ouverts, comment je rentre dans toutes les maisons. Mes chances sont intactes », affirme-t-il. Vendredi soir, Alexandre Barro Chambrier et son adversaire, Mike Sévérin NdongEkomie, se sont croisés sur le terrain. Le clash a été évité de justesse.

Source Rfi Afrique